



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N°30– 22 septembre 2021

En bref

Hausse significative des prix pour 2021.

L'inflation se situait à 5,87% à la mi-septembre 2021, son niveau le plus haut depuis les 6,02% enregistrés mi-juin selon l'Institut national de statistiques et de géographie (Inegi). Il s'agit de la 13^{ème} quinzaine consécutive au-dessus de la cible de 3% fixée par la Banque centrale. Cette inflation est une conséquence de la hausse du prix des aliments et de l'énergie.

Par ailleurs, certains analystes de la Banque nationale du Mexique (Citibanamex) ont revu à la hausse le taux d'inflation de clôture de l'année 2021, qui devrait selon eux atteindre 6,1% à la fin de l'année.

LE CHIFFRE À RETENIR

+6,1% %

Taux d'inflation prévu au Mexique pour la fin de l'année 2021.

Zoom sur: La stabilité économique du Panama attire les investisseurs américains.

Deux géants américains, AES corporation (producteur d'électricité) et Liberty Latin America (opérateur de télécommunications) ont récemment annoncé d'importantes acquisitions et opérations au Panama, ce qui témoigne de la confiance des investisseurs américains dans le futur de l'économie panaméenne, selon l'ancien Ministre de l'Economie et des Finances, Fernando Aramburu Porras. Ces deux opérations s'inscrivent dans une stratégie des américains de s'installer durablement au Panama. Déjà en 2018, le groupe Liberty Latin America, avait décidé d'installer sur le territoire panaméen son centre d'opérations, notamment motivé par la stabilité économique dont fait preuve le pays, comparativement à l'ensemble des pays de la région. Par ailleurs, Julio Spiegel, Président exécutif de l'entité locale de Liberty Latin America, qualifie le Panama comme le « futur hub digital du monde ». La question de savoir si ces opérations d'investissements seront génératrices de

nouveaux emplois sur le territoire panaméen fait néanmoins débat. Alors que les investisseurs américains annoncent au moment de leurs acquisitions une volonté d'embaucher localement, plusieurs économistes et universitaires rappellent que dans beaucoup des cas, investissement étranger ne va pas de pair avec augmentation des emplois. En effet, en passant d'un propriétaire à un autre, une entreprise existante ne contribue pas forcément à créer de l'emploi, au contraire, la réduction des coûts est davantage recherchée par le nouveau propriétaire.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 22/09, le Mexique enregistrait 273 391 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +2,02% en une semaine. 3 597 168 cas confirmés ont été enregistrés (+2,3% en une semaine). A la date du 21/09, le pays comptait 48,13% de sa population vaccinée.

2 FINANCES PUBLIQUES

Les services de l'administration fiscale (SAT) ont obtenu 247,7 Mds MXN (soit 10,3 Mds EUR) supplémentaires de recettes fiscales grâce à des contrôles fiscaux secondaires au cours du premier semestre de l'année. Sur ce montant, 188,3 Mds MXN (7,8 Mds EUR) proviennent d'actes d'audit et 59,4 Mds MXN (2,4 Mds EUR) ont été obtenus par un renforcement de l'efficacité et du recouvrement. Dans son rapport sur les impôts et la gestion pour le premier semestre de l'année, le SAT précise que la collecte secondaire, appelée ainsi parce que l'autorité doit intervenir pour la percevoir, a représenté 13,3 % de la collecte totale des impôts, qui s'est élevée à 1 856 Mds MXN (77,3 Mds EUR).

Le ministère des finances et du crédit public (SHCP) a placé une obligation à taux fixe de 12,5 Mds MXN (0,5 Mds EUR) sur 5 ans sur les marchés financiers pour améliorer le profil de maturité de sa dette. Le nouveau MBONO présente une échéance en mars 2027, avec un taux de coupon de 5,5% et un taux de rendement de 6,93%. Les conditions de placement ont été favorables au gouvernement fédéral malgré la forte volatilité qui persiste sur les marchés financiers internationaux. L'opération ne représente pas un endettement supplémentaire par rapport à celui autorisé par le Congrès et reste conforme à ce qui a été annoncé dans le programme de placement des titres de l'État pour le troisième trimestre de 2021.

3 ECONOMIE

L'activité économique au Mexique a enregistré une chute de 0,24% g.m. en août. Cette baisse est notamment tirée par une diminution de l'activité de 0,5% g.m. dans le secteur secondaire. Tandis que le secteur tertiaire demeure stable. Aussi, des analystes consultés par Citibanamex ont tous revu leurs prévisions de croissance à la baisse. Ils estiment une croissance du PIB pour 2021 à 6,1%, au lieu de 6,2% prévus précédemment.

L'OCDE a quant à elle revu à la hausse ses prévisions de croissance de l'économie

Mexicaine pour 2021 et 2022. Celles-ci devraient s'établir respectivement à 6,3% et 3,4%, ce qui représente un ajustement de 1,3 et 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions effectuées en mai dernier.

Selon un rapport du Centre d'études économiques du secteur privé (CEESP), l'augmentation de l'investissement public prévue par le projet de budget 2022 (la plus importante depuis 2009) serait insuffisante pour générer des synergies avec l'investissement privé et donc redynamiser la croissance. Le budget proposé pour 2022 prévoit un investissement public de 863,2 Mds MXN (soit 35,9 Mds EUR), ce qui équivaut à 3,1% du PIB et représente une augmentation de 17,7% par rapport au montant approuvé pour 2021. Pour que l'économie connaisse une croissance soutenue de 4 % par an, le pays aurait en revanche besoin d'un investissement total équivalent à 25% du PIB, dont 5% d'investissements publics. À l'issue de son analyse, la CEESP souligne que la plupart des investissements publics semblent être destinés à couvrir les déficits, à soutenir PEMEX et à assurer la maintenance, plutôt qu'à générer des infrastructures qui permettraient à l'investissement privé de prospérer.

Les 32 États du Mexique connaissent à nouveau une augmentation du prix de leurs factures de gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour la semaine du 19 au 25 septembre, selon les données de la Commission de régulation de l'énergie (CRE). À Mexico, le prix du GPL sera de 23,32 MXN/kg, ce qui représente une augmentation de 2,2 % par rapport à la semaine précédente. Ainsi, la capitale du pays connaîtra le prix le plus élevé du GPL depuis que la CRE a établi des prix maximums.

Le ministère des finances et du crédit public a une fois de plus mise à jour ses subventions aux

prix des trois carburants. Dans le cas du pétrole premium le soutien au paiement de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) sera de 28,23%, soit une augmentation de près de 5 points de pourcentage par rapport à la dernière hausse de la subvention (23,05%). Cela signifie que les automobilistes paieront 3,10 MXN par litre, soit 20 cents de moins qu'avec la subvention précédente. Pour l'essence Magna, la subvention passera de 53,55% à 56,15%, de sorte que le paiement de l'IEPS sera de 2,24 MXN par litre, soit 13 cents de moins qu'avec le soutien précédent. Le diesel connaîtra quant à lui une augmentation minimale : le soutien passera de 26,82% à 26,92%, de sorte que le paiement de l'IEPS sera de 4,13 MXN par litre, soit 60 cents de moins qu'avec la subvention précédente.

Le Royaume-Uni a indiqué sa volonté de rejoindre l'accord de libre-échange Mexique Etats-Unis Canada (T-MEC). Ses espoirs de négocier un accord bilatéral avec les Américains s'étant évanouis, le gouvernement du Premier ministre Boris Johnson va étudier la possibilité d'adhérer au traité trilatéral. L'adhésion au T-MEC est, pour le moment, l'une des nombreuses options que le Royaume-Uni poursuivra. Il semble cependant que le T-MEC ne prévoit pas de clause d'adhésion. Le Royaume-Uni a conclu en 2020 un partenariat commercial avec le Mexique qui est en vigueur depuis le 1er janvier 2021 pour trois ans, ce partenariat maintient un accès préférentiel aux marchés. Le gouvernement Johnson a déjà signé des pactes commerciaux avec plusieurs pays, dont l'Australie et le Japon, ainsi qu'un accord avec le bloc européen, et a également demandé à adhérer à l'accord de partenariat transpacifique (TPP).

Les mexicaines sont plus nombreuses à avoir fait des études supérieures, mais gagnent moins que les hommes. Selon une nouvelle étude de l'OCDE (*Education at a glance 2021*), 26 % des Mexicaines âgées de 25 à 34 ans sont titulaires d'un diplôme

de l'enseignement supérieur, tandis que c'est le cas de seulement 25% des hommes de cette tranche d'âge. Néanmoins, l'étude révèle qu'à ce niveau d'éducation supérieure, les femmes âgées de 25 à 64 ans gagnent en moyenne 25% de moins que les hommes. Le rapport indique également que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de terminer l'enseignement secondaire supérieur. En ce qui concerne les salaires à ce niveau d'éducation, les femmes gagnent 34 % de moins que les hommes.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Les Etats-Unis retirent officiellement leur menace de droits de douane contre l'usine General Motors de Silao. Le gouvernement américain a officiellement mis fin à l'action en justice intentée contre General Motors en raison d'un conflit syndical dans son usine de Silao. L'affaire avait été la première à être activée dans le cadre du mécanisme de réponse rapide en matière de travail (T-MEC) de l'accord commercial Mexique-États-Unis-Canada. Les travailleurs de GM à Silao ont rejeté la convention collective actuelle lors d'un vote surveillé par des observateurs de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Institut national électoral (INE), un processus qui était sous l'œil du gouvernement américain.

Les promoteurs immobiliers ont réactivé les projets interrompus par la pandémie au Mexique. Au cours des 8 premiers mois de cette année, près de 213 000 logements ont été enregistrés pour commencer leur construction, soit une augmentation de 59% par rapport à la période de janvier-août 2019, selon les données du Registre unique du logement (RUV). Les unités en construction enregistrées au cours des huit premiers mois de 2021 dépassent déjà le nombre total de projets enregistrés pour l'ensemble de 2019 et 2020 de 12,5% et 16% respectivement.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 22/09/2021
Bourse (IPC)	-0,92%	+43,83%	51 338,34 points
Taux de change USD/MXN	+0,90%	-10,68%	20,09
Taux de change EUR/ MXN	-0,08%	-9,91%	23,48
Prix du baril mexicain	+0,86%	+83,44%	66,99

Amérique centrale

Région

Les Etats-Unis ont actualisé leur liste des personnes soupçonnées de corruption incluant notamment, au Guatemala, la Procureure générale Consuelo Porras et le secrétaire général du Ministère public Angel Pineda. S'y ajoutent les cinq magistrats de la Cour suprême d'El Salvador, accusés d'avoir porté atteinte aux processus démocratiques en acceptant leur nomination lors d'un processus anticonstitutionnel. Au Guatemala, la Procureure générale est notamment accusée d'avoir fait obstacle à des enquêtes de corruption en demandant aux procureurs d'ignorer certaines affaires pour raison politique. Le secrétaire général du Ministère public est quant à lui accusé d'avoir interféré dans des enquêtes anti-corruption en alertant les personnes visées par l'enquête. Cette liste, plus symbolique que coercitive, empêche

les personnalités concernées d'obtenir un visa ou de détenir un compte financier aux Etats-Unis.

La BCIE, principal bailleur de la région, a annoncé l'émission d'obligations sociales sur 10 ans, d'une valeur de 218 MUSD. Elles auront pour but de soutenir le développement social et économique des pays de la zone. Cette émission vient s'ajouter aux deux obligations sociales, respectivement de 500 MUSD et 245 MUSD, émises lors du premier semestre 2021 par la BCIE sur les marchés internationaux. Ces dernières soutiendront la relance régionale post-Covid-19 et suite au passage des ouragans Eta et Iota.

La CEPAL, a présenté vendredi dernier, aux autorités mexicaines, guatémaltèques, honduriennes et salvadoriennes le Plan de Développement Régional. Ce dernier a pour objectif de s'attaquer aux causes structurelles de l'immigration illégale (pauvreté, inégalités, risque face au changement climatique, violence) dans ces pays par l'approche du développement durable et de l'intégration régionale. Ce plan vise ainsi la création d'un espace de développement durable et d'une nouvelle région économique entre le Triangle Nord et le sud & sud-est mexicain. Cet espace, qui devrait permettre d'attirer des investissements ou encore d'accroître le commerce, a pour but final, selon la CEPAL, que « l'immigration soit une option et non une obligation imposée par les privations et les manques ».

1. Costa Rica

La dette publique costaricienne est de 380 000 USD inférieure à ce qu'avait prévu le FMI. La dette publique du Costa Rica atteint les 69,1% du PIB, alors que le FMI avait prévu une dette publique de 69,7% pour l'année 2021. Selon le Ministre du Budget, la réduction de l'endettement public a été favorisée par un meilleur recouvrement ainsi qu'une réduction des dépenses publiques.

Le Gouvernement valide avec le FMI, l'impact du plan d'ajustement budgétaire. Afin d'équilibrer les finances publiques costariciennes, le plan d'ajustement budgétaire propose des changements relatifs à la structure budgétaire du Costa Rica. Le Ministre du Budget, a d'ores et déjà, proposé aux bancs de l'Assemblée Nationale, deux projets de loi, l'un relatif à l'impôt sur le revenu et l'autre aux exonérations fiscales. L'idée de l'exécutif est de faciliter la négociation politique de cet agenda dans la mesure où les députés de l'opposition refusent d'approuver le paquet fiscal convenu avec le FMI.

2. El Salvador

Le Président Bukele a annoncé que la première pierre du projet d'infrastructure du Train du Pacifique sera posée en 2022, alors qu'un consortium de quatre bureaux d'études Coréens débute l'étude de faisabilité du projet. Ce train de passagers et de marchandises longerait la côte pour relier en plusieurs étapes le port d'Acajutla à San Salvador. L'étude de faisabilité devrait prendre 12 à 18 mois et permettra d'identifier les possibilités de financement notamment via un Partenariat Public Privé.

La Cour des comptes a annoncé procéder à un audit sur l'utilisation du Fonds de 150 MUSD approuvé par le Congrès et servant à la mise en application de la Loi Bitcoin. L'organisme a reçu une plainte venant de Cristosal (organisation luttant pour la défense des droits humains dans les pays du Triangle Nord) indiquant notamment qu'une société-écran avait été utilisée pour éviter de se soumettre au régime fiscal dans la construction des structures abritant les nouveaux distributeurs Chivo.

3. Guatemala

La crise mondiale des conteneurs maritimes affecte le Guatemala. Le Ministère de l'énergie et des mines estime à 10% la hausse des coûts de combustibles, notamment du gaz, sur le

marché local du fait de la hausse moyenne du prix des énergies et de leur transport. Le prix du fret entre la Chine et le Guatemala a quadruplé depuis le début de la crise pour atteindre 12 500 USD par conteneur alors que la Chine représente 15% des importations guatémaltèques (en sus d'importations indirectes). La forte hausse de la facture d'importation de matières premières et notamment de pétrole a été contrebalancée par l'arrivée historique de remesas, permettant à la monnaie de ne pas se dévaluer. Le scénario inflationniste quant à lui se poursuit, atteignant 3,18% en août, 0,9 point de pourcentage de plus qu'en juillet.

Le Président Giammattei a profité de son intervention à l'Assemblée générale de l'ONU pour présenter les impacts sociaux de la crise du Covid-19 au Guatemala, souligner la résilience économique du pays et mettre les pays développés devant leurs responsabilités dans la lutte contre le réchauffement climatique et le trafic de drogue. Le Président a souligné l'accès inéquitable au vaccin dans le monde malgré les efforts des organismes internationaux envers les pays moins développés. Il a par ailleurs soutenu que la lutte contre la délinquance et notamment le trafic de drogue doit être appuyée par les pays consommateurs. Sur le pan climatique, le Chef de l'Etat a demandé aux pays pollueurs un soutien alors que les pays d'Amérique centrale sont parmi les plus vulnérables face au changement climatique bien qu'ils ne représentent que 0,35% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le Président a enfin réitéré l'importance d'une issue juridique auprès de la Cour Internationale de Justice de La Haye sur le différend territorial avec le Belize.

4. Honduras

Le directeur adjoint (français) du Programme alimentaire mondial (PAM) au Honduras estime que le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le pays a presque

doublé en un an pour atteindre 3,3 millions de personnes dont 600 000 en insécurité alimentaire critique. Le nombre de personnes souffrant de malnutrition pourrait atteindre 4,4 millions d'habitants à fin 2021 et touche dorénavant aussi les zones urbaines et les personnes ayant un emploi formel. Les conditions climatiques extrêmes couplées à la crise sanitaire ont principalement touché les petits producteurs de céréales. Le PAM, en partenariat avec la FAO, promeut des programmes visant notamment la diversification des cultures pour mitiger le risque de perte des récoltes.

La BID a approuvé un prêt de 118 MUSD pour le pays afin de renforcer sa compétitivité via l'amélioration du système de transport et la modernisation des processus de facilitation du commerce. Malgré l'absence d'informations sur l'entité réceptrice du prêt, la BID précise que ces fonds seront dirigés vers l'amélioration du système de transport, des douanes et de la logistique pour permettre au Honduras une meilleure intégration dans le marché régional. Le prêt, d'une durée d'amortissement de 20 ans dont 5,5 ans de période de grâce.

5. Nicaragua

Le Club de Madrid a demandé l'application de la Charte démocratique interaméricaine permettant le gel des financements internationaux pour le pays. Cette organisation indépendante créée pour promouvoir la démocratie dans le monde précise que les crédits octroyés au gouvernement Ortega soutiennent sa dérive autoritaire. Le Club de Madrid considère la dérive nicaraguayenne comme « le plus grand outrage à la démocratie dans la région depuis plusieurs années et la confirmation d'une dictature » alors que plus de trente opposants politiques ont été emprisonnés depuis mai.

6. Panama

L'Américain AES acquière 49,9% des actions de la plateforme gazière (AES Colon). Auparavant entre les mains de l'américain AES Corporation et de *Inversiones Bahia*, entreprise dédiée à la gestion d'actifs et appartenant à la célèbre famille panaméenne Motta, la centrale électrique au gaz naturel liquéfié (GNL) active depuis 2018, vient de passer sous l'entier contrôle du groupe américain AES Corporation. Cette acquisition marque la volonté du groupe américain de se développer en Amérique Latine en général et au Panama en particulier.

L'Américain Liberty Latin America investira 500 M USD à la suite de l'acquisition de Claro Panama. Après avoir acquis l'opérateur panaméen Claro, le groupe américain de télécommunications, connu au Panama sous l'entité locale Cable & Wireless Panama (CWP), prévoit un investissement de 500 M USD afin d'intégrer les réseaux des deux opérateurs (Claro et +Movil) et de créer de nouvelles technologies, notamment en se positionnant sur la 5G. CWP est une entreprise mixte dont 49% de la propriété appartient à Cable & Wireless, 49% au Gouvernement de Panama et 2% aux salariés de l'entreprise, et contribue à hauteur de 35% au réseau mobile aujourd'hui. L'opération d'acquisition sera soumise aux approbations des autorités de régulation, notamment de l'Autorité de protection du consommateur (Acodeco), et l'Autorité nationale des services publics (Asep) qui sera notamment en charge de traiter devant le Conseil des Ministres, la modification du contrat de concession de Claro Panama. **Cette acquisition favorisera un processus de concentration sur le marché des télécommunications au Panama, dans la mesure où l'industrie de la téléphonie mobile panaméenne comptera non plus quatre opérateurs, mais trois (Claro, Tigo, Digicel).** Le marché s'était déjà préparé à ce genre d'opération puisqu'en 2018, une loi avait été votée afin d'autoriser les **concentrations économiques entre deux concessionnaires de télécommunications mobiles.** Par ailleurs, cette opération rappelle étrangement l'acquisition en

2018-2019 de Cable Onda et Movistar par l'Américain Millicom International, pour ensuite regrouper l'ensemble de l'opération sous la marque Tigo. Par ses deux opérations, les américains sembleraient ainsi contrôler le marché panaméen des télécommunications.

Les transporteurs panaméens dénoncent des pratiques abusives et déloyales de la part des compagnies maritimes étrangères. Les distorsions de marché auxquelles fait face le marché panaméen du transport logistique, appellent les transporteurs nationaux à défendre leur hub logistique des **pratiques anticoncurrentielles.** Selon les transporteurs panaméens, les compagnies maritimes étrangères, telles que Maersk et MSC, détiennent un monopole sur le marché du trafic maritime, lequel monopole affecte l'ensemble de la chaîne logistique du Panama. Cette dénonciation de la part des transporteurs panaméens intervient au moment où l'industrie maritime auxiliaire (de courte distance) défend un prochain de loi relatif au cabotage dans les eaux territoriales panaméennes, dont l'objectif est avant tout de restreindre l'accès des services de cabotage aux entreprises étrangères. Les transporteurs panaméens dénoncent une violation de la loi régulant les concentrations économiques qui indique que l'Etat ne peut permettre la concentration et le contrôle d'une activité en faveur d'une entreprise ou d'un syndicat, y compris les compagnies maritimes, les ports et chemins de fer, afin d'éviter les positions dominantes et abus de positions dominantes d'une entreprise sur un marché. Les transporteurs panaméens témoignent d'une situation de concurrence imparfaite sur le marché du transport logistique, situation dans laquelle, les compagnies étrangères ne payent pas de taxes, n'embauchent pas de panaméens et ne sont pas sous l'Autorité Maritime du Panama (AMP).

Le Panama évite « l'embouteillage logistique mondial ». Alors que la plupart des pays d'Amérique latine se voient affectés par une « crise du transport maritime », occasionnée à la fois par 1/ une augmentation des frais de

cargaison, 2/ la pénurie de conteneurs vides, ainsi que 3/ le manque de place sur les navires, la Panama semble pour sa part, échapper à ce phénomène de « bouchon logistique » perturbant les services de fret maritime. En tant que plateforme de transbordement, le Panama voit arriver dans ses ports, des conteneurs chargés, qui ensuite sont vidés puis disponibles pour repartir dans les Caraïbes.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Le ministre de l'Environnement Orlando Jorge Mera a annoncé ce 22 septembre 2021 l'activation du fonds de la fiducie publique-privée visant à garantir une meilleure gestion des déchets solides dans les stations touristiques du pays à partir du 1^{er} octobre. Les quatre stations visées par le projet sont Puerto Plata, Samaná, Punta Cana et La Romana.

Lors de l'inauguration de la semaine ibéro-américaine de l'environnement, le ministre de l'Environnement Orlando Jorge Mera a proposé la création d'un fonds de redressement et de restructuration pour l'Amérique latine. Il permettrait de financer la transition des pays latino-américains vers un modèle de développement durable par l'intermédiaire de prêts à long terme à taux zéro.

2. Haïti

Le Fonds Monétaire International (FMI) a envoyé l'équivalent de 156,9 M de droits de tirage spéciaux (DTS) au pays, soit l'équivalent de 224 M USD. Lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Economie et des Finances Michel Patrick Boisvert a assuré que cette allocation permettra de répondre à la crise sanitaire et sociopolitique que traverse le pays actuellement.

3. Cuba

L'Argentine va de nouveau exporter de la farine de blé à Cuba. Après une période de 15 ans sans échanges de ce produit, suite à un accord entre les 2 gouvernements, près de 10 000 tonnes de farine de blé argentin seront exportées à Cuba pour un montant d'environ 50 millions USD. L'accord prévoit également une coopération sous forme de transfert technologique pour améliorer la capacité de production des 4 moulins publics cubains sur toute l'île (à La Havane, Cienfuegos et Santiago de Cuba). Les producteurs argentins de farine souhaitent également pérenniser ces exportations avec des projections de ventes entre 30 000 et 50 000 tonnes annuelles de farine à Cuba. L'Argentine exporte en moyenne 700 000 tonnes par an et se positionne comme le 3^{ème} exportateur mondial de farine (après la Turquie et le Kazakhstan).

Le Vietnam acquiert 5 M de doses du vaccin cubain « Abdala » contre le COVID-19. Après avoir approuvé l'utilisation d'urgence du vaccin « Abdala », le 18 septembre, le Vietnam va être le 1^{er} pays à importer un vaccin cubain contre le Covid. En suivi de la visite du président Vietnamien à Cuba, un accord a été passé, le 20 septembre, entre le Centre d'Ingénierie Génétique et des Biotechnologies (CIGB) cubain et le Centre d'Investigation des Produits Biologiques et des Vaccins vietnamien pour acquérir 5 millions de doses du vaccin « Abdala ». L'utilisation du vaccin au Vietnam est annoncée tant sur les adultes que sur les enfants. Le CIGB a annoncé que d'autres pays (Argentine, Mexique, Venezuela, Iran,...) avaient fait part de leurs intérêts pour l'achat de doses des vaccins cubains « Abdala » et « Soberana » contre le Covid, mais qu'en raison de la stratégie de vaccination définie par les autorités cubaines visant à vacciner plus de 90% de sa population d'ici la mi-novembre prochaine et 100% d'ici fin 2021, l'utilisation nationale sera d'abord priorisée.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 22/09/2021</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	515 931 <i>Décès : 6 128</i>	63,71% <i>(20/09)</i>
Cuba	825 351 <i>Décès : 6 978</i>	75,44% <i>(20/09)</i>
Guatemala	537 987 <i>Décès : 13 185</i>	23,10% <i>(21/09)</i>
Haïti	21 431 <i>Décès : 605</i>	0,37% <i>(21/09)</i>
Honduras	361 527 <i>Décès : 9 627</i>	50,03% <i>(20/09)</i>
Jamaïque	80 959 <i>Décès : 1 803</i>	17,33% <i>(21/09)</i>
Nicaragua	13 730 <i>Décès : 203</i>	7,32% <i>(17/09)</i>
Panama	465 147 <i>Décès : 7 183</i>	66,28% <i>(22/09)</i>
El Salvador	102 024 <i>Décès : 3 152</i>	60,79% <i>(22/09)</i>
République dominicaine	356 321 <i>Décès : 4 031</i>	54,80% <i>(21/09)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>